



Rexecode

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE

Baromètre trimestriel

Mai 2023

Focus

Prix, salaires et difficultés de recrutement

Principaux résultats

Trésorerie

Les indicateurs de trésorerie (récente, actuelle et future) **sont en amélioration ce trimestre**. L'indicateur relatif à la situation actuelle dépasse légèrement sa moyenne d'avant-crise. **Alors que les tensions d'approvisionnement s'atténuent, les dirigeants semblent en outre moins inquiets quant à l'évolution à venir de leur trésorerie** : l'indicateur gagne 7 points, frôlant sa moyenne de longue période.

Investissement

Les intentions d'investissement se maintiennent ce trimestre, mais à rythme restreint. 55 % des dirigeants de PME / TPE comptent investir ou ont investi en 2023, une proportion en légère baisse ce trimestre (-1 pt) mais stable sur un an. À -2, l'indicateur relatif aux montants investis est en hausse sur le trimestre (+2 pts) mais en baisse sur un an (-4 pts). Il reste nettement sous la moyenne observée avant crise sanitaire (+7 sur 2017-2019). **Le renouvellement et/ou la modernisation des équipements et installations sont, toujours de loin, les principales destinations des dépenses d'investissement**. Le motif environnemental reste en 3^e position. Il est cité par 40 % des dirigeants.

Accès au crédit

Ceux-ci font part de conditions d'accès au crédit encore favorables s'agissant du financement de la trésorerie. Il en va de même quant au financement des projets d'investissement. L'accès au crédit ne se serait pas durci malgré de fortes hausses de taux ces derniers mois. La part de dirigeants qui déclarent rencontrer des difficultés de financement de leur exploitation courante gagne 1 pt, à 17 %, restant en-dessous des niveaux observés avant la pandémie. Après une nette hausse au trimestre précédent, la part de dirigeants signalant des difficultés de financement de leurs investissements baisse de 2 pts, à 18 %, une proportion proche de sa moyenne de long terme (17 %).

Freins à la croissance

Le type de contraintes s'exerçant sur la production sont peu modifiées. Les difficultés de recrutement restent de loin le premier frein à l'activité des PME / TPE. Elles sont citées par 56 % des dirigeants (-1 pt ce trimestre). Stables ce trimestre, **les contraintes liées à des coûts et des prix trop élevés restent en 2^e position** (41 % des dirigeants). **Les tensions d'approvisionnement** (prix, délais de livraison, etc.) **se révèlent moins handicapantes** : la part des dirigeants jugeant qu'elles affectent sensiblement leur activité perd 4 pts à 36 %. **Les contraintes liées au niveau de la demande se tassent** (-2 pts) après une hausse continue depuis 1 an et demi.

Focus Prix-salaires et recrutement

En cohérence avec les indicateurs en amélioration du côté de la trésorerie, la part de TPE / PME anticipant une dégradation de leur marge nette est en repli ce trimestre (-9 pts à 39 %). **Les dirigeants anticipent des hausses de prix de vente marquées** (+4,3 % en moyenne, autant que prévu au trimestre précédent). **L'évolution des salaires resterait également dynamique** (78 % des dirigeants prévoient d'augmenter le salaire de leurs collaborateurs cette année, +6 points par rapport à février), **mais en moyenne inférieure à l'évolution des prix de vente** (+3,8 %, contre +3,5 % en février).

Les difficultés de recrutement contribuent à la progression des salaires (84 % des PME / TPE rencontrant ce type de difficulté comptent les augmenter en 2023 contre 73 % de celles n'y faisant pas face). **78 % des PME / TPE ayant rencontré un besoin de recrutement au cours des 12 derniers mois ont été confrontées à des difficultés dans leur démarche**, une proportion légèrement supérieure à celle relevée avant crise (76 % en mai 2019). **Les raisons principales de ces difficultés sont l'absence de candidat** (citée par 66 % des dirigeants subissant des difficultés de recrutement), suivie par l'inadéquation des candidats avec le poste (manque de qualification et d'expérience en particulier). Les entreprises répondent à ces difficultés surtout en modifiant leur organisation (60 %) ou en adaptant leur politique de recrutement (40 %). Néanmoins, 30 % seraient amenées à restreindre leur activité.

Focus PGE

Parmi les PME / TPE ayant répondu à l'enquête et ayant souscrit un Prêt Garanti par l'État, **62 % l'ont utilisé en grande partie voire en totalité**. **18 % des PME / TPE ont déjà remboursé leur prêt en intégralité ou comptent le faire d'ici la fin de l'année**. Une large majorité (73 %) pensent en revanche l'amortir sur plusieurs années. 9 % redoutent ne pas être en mesure de pouvoir le rembourser (+2 pts sur le trimestre mais stable sur un an).

SOMMAIRE

01. Résultats de l'enquête

02. Focus – Prix, salaires et difficultés de recrutement

03. Focus – Point sur le Prêt Garanti par l'État

04. Méthodologie

05. Bpifrance Le Lab, Rexecode

01.

Résultats de l'enquête

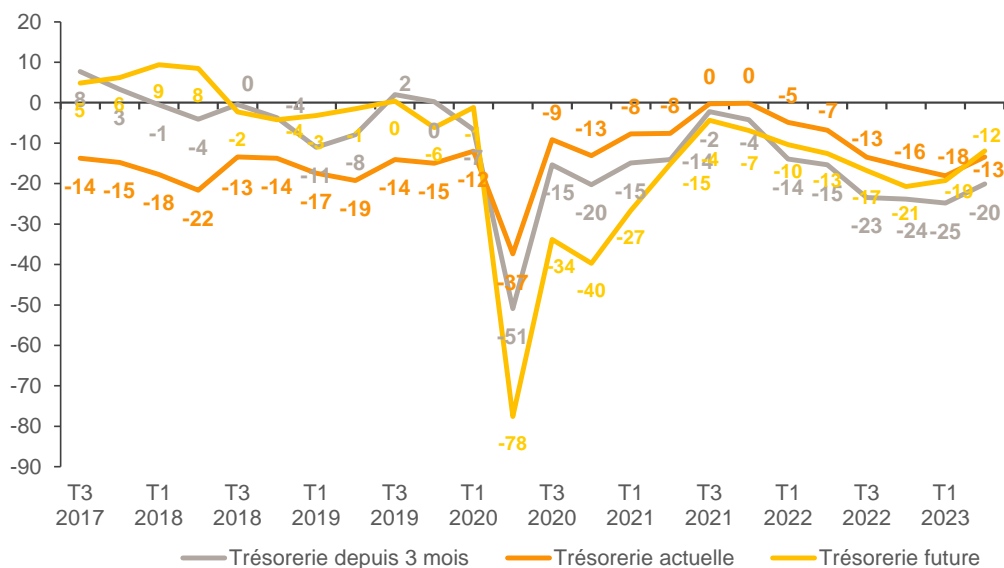


Trésorerie



- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation

Solde d'opinion (%)



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le solde d'opinion des dirigeants de PME / TPE sur la situation de trésorerie des trois derniers mois s'améliore, gagnant 5 points à -20. 32 % des dirigeants indiquent qu'elle s'est dégradée (ils étaient 35% dans ce cas dans la précédente vague de l'enquête réalisée en février) tandis que 12 % mentionnent une amélioration.

L'appréciation de la situation actuelle de trésorerie des PME / TPE connaît une amélioration similaire (+5 points à -13) pour s'établir légèrement au-dessus de sa moyenne historique (-14 sur 2017-2022).

L'indicateur relatif à la situation future de trésorerie s'améliore également, gagnant 7 points à -12. Il est proche de sa moyenne de long terme (-11 sur 2017-2022). Si les dirigeants de PME / TPE restent ainsi plus nombreux à anticiper une dégradation de leur trésorerie durant les trois prochains mois qu'une amélioration de celle-ci, la proportion des premiers recule significativement (26% après 31% en février).

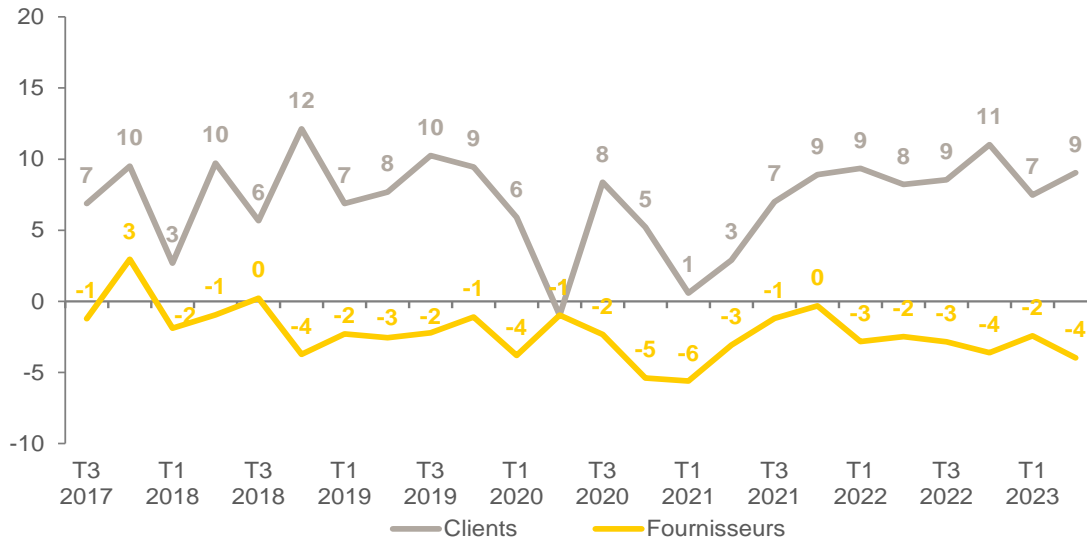
👉 Dans un contexte de détente sur le front des approvisionnements (cf. p.12), les dirigeants de PME / TPE apparaissent moins inquiets quant à l'évolution présente et à venir de leur trésorerie, les soldes d'opinions retrouvant un niveau proche de leur moyenne de long terme.

Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?
en augmentation / stables / en recul

Solde d'opinion (%)



Depuis près de deux ans, le solde d'opinion relatif aux délais de paiements des clients bouge peu au-delà de mouvements erratiques d'un trimestre à l'autre. Il se situe proche de sa moyenne de longue période. Ce trimestre, il gagne 2 points. À l'inverse, celui relatif aux délais de paiements des fournisseurs perd deux points sur le trimestre. Ces délais se réduiraient ainsi.

📌 Le solde d'opinion sur les délais de paiement des clients a augmenté et celui relatif aux fournisseurs a reculé. Ainsi, le « solde commercial »* subi par les PME / TPE se détériore.

Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

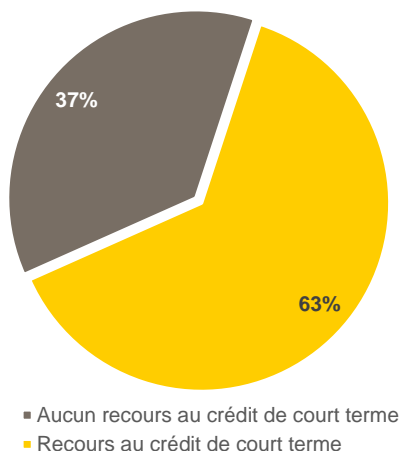
Financement de l'exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

La part des PME / TPE qui ont recours au crédit pour financer leur exploitation courante perd 1 point ce trimestre : 63 % d'entre elles ont fait appel à un organisme de crédit pour financer leur trésorerie, soit un niveau toujours nettement inférieur à sa moyenne d'avant pandémie (73 % sur la période T1 2017 – T4 2019).

% des répondants

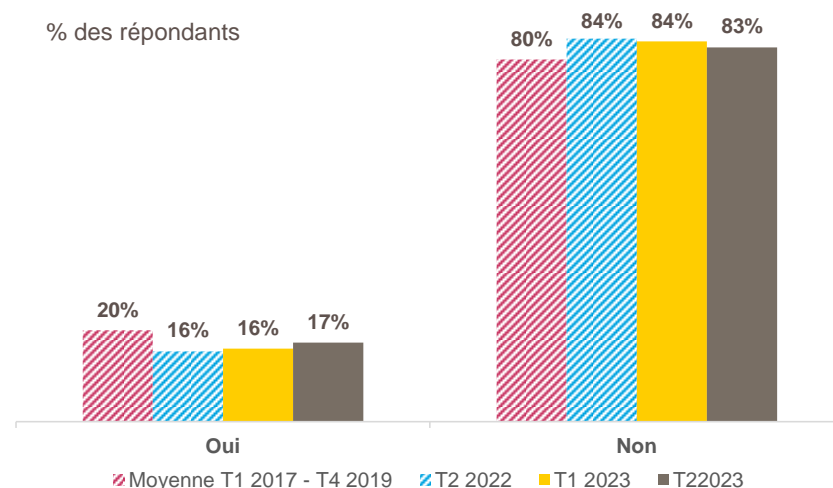


Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, **17 % déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant**. Cette proportion est en hausse d'un point sur le trimestre et sur un an. Elle reste cependant plus faible que la moyenne d'avant pandémie observée pour cet indicateur (20 %).

👉 Selon la Banque de France, les demandes de crédit de trésorerie sont stables. Alors que le taux d'obtention de ces crédits a augmenté pour les PME, celui pour les TPE a diminué, restant toutefois proche du niveau d'avant-pandémie*.

% des répondants



Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

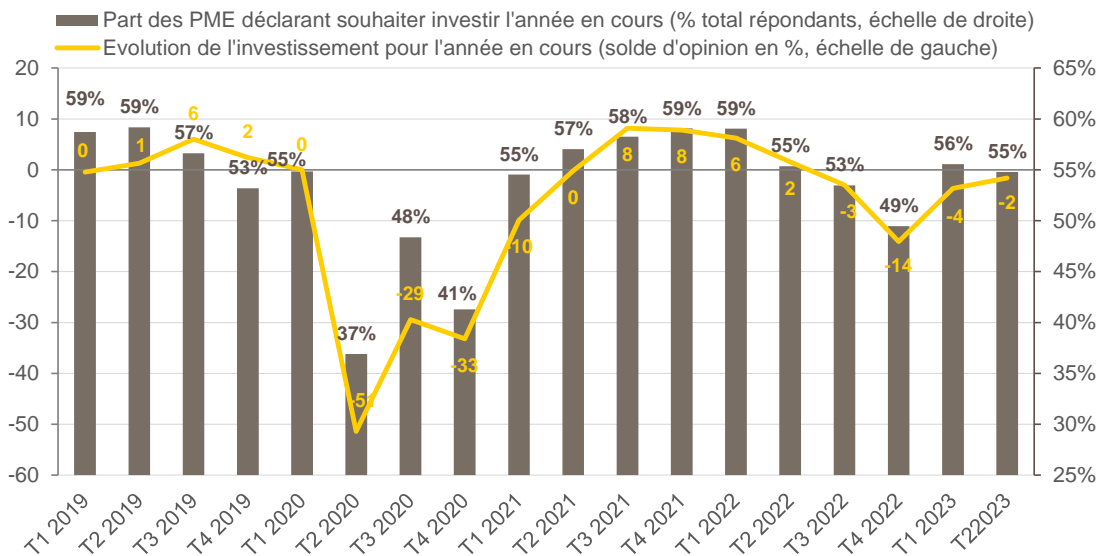
Investissement (1/2)



- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non
- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ? En hausse / Stables / En baisse

Solde d'opinion (%)

% répondants



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au 2^e trimestre 2023, 55 % des dirigeants de PME / TPE comptent investir en 2023, une proportion stable sur un an (55 % au T2 2022, pour l'année 2022) et en légère baisse sur le trimestre (56 % au T1 2023, pour l'année 2023).

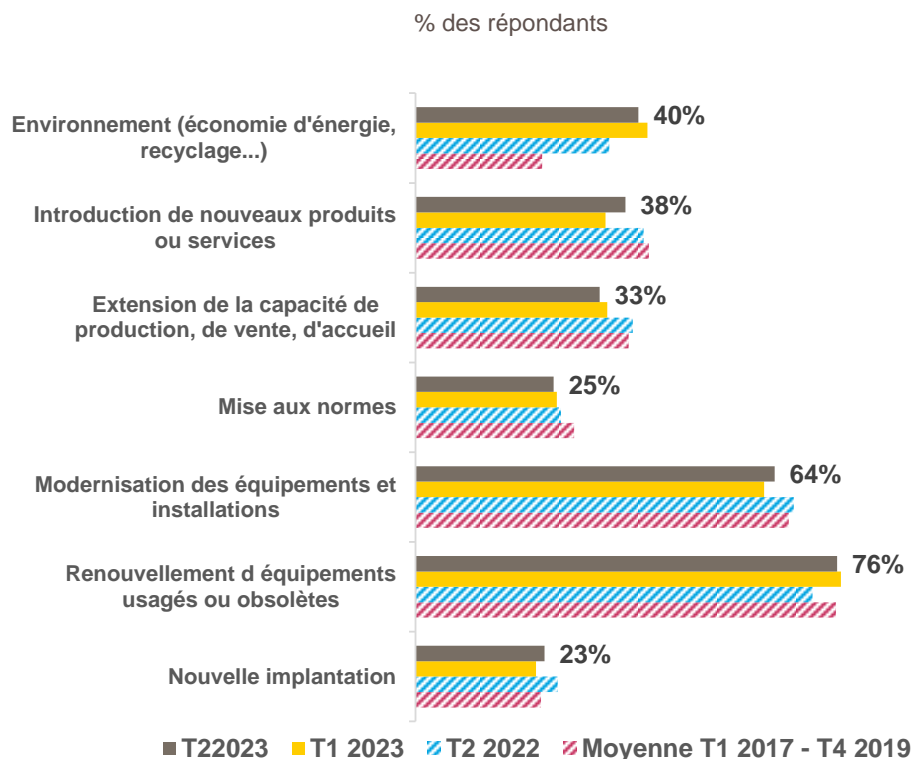
La part des dirigeants de PME / TPE qui estiment que leurs dépenses d'investissement seront en hausse cette année (27 %) gagne 1 point sur le trimestre mais en perd 2 sur un an, restant proche de sa moyenne de longue période (28 %). Les dirigeants sont un peu plus nombreux à prévoir une baisse de leurs dépenses d'investissement (29 %, soit -1 point sur le trimestre mais +2 points sur un an).

Le solde d'opinion quant à l'évolution des montants investis gagne ainsi 2 points sur le trimestre mais en perd 4 sur un an. Il reste nettement sous la moyenne observée avant crise sanitaire (-2 vs +7 sur la période T1 2017-T4 2019).

Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?



Base : Répondants comptant investir en 2023
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Comme habituellement, le renouvellement et/ou la modernisation des équipements et installations sont, de loin, les principales destinations des dépenses d'investissement. La part des dirigeants de PME / TPE qui citent le renouvellement d'équipements usagés ou obsolètes en tant que motivation de l'investissement est stable sur le trimestre (76 %); celle de ceux invoquant la modernisation des équipements et installations est quasi-stable (à 64 %, + 1 point, un niveau toujours sous sa moyenne historique de 68 % sur 2017-2022).

Le motif environnemental (qui inclut l'objectif d'économie d'énergie) est la troisième raison invoquée. 40 % des chefs d'entreprise le citent comme une motivation de l'investissement soit une proportion en léger repli ce trimestre (-2 points) mais qui reste largement au-dessus de sa moyenne observée avant la pandémie (25 % de 2017 à 2019).

Viennent ensuite l'introduction de nouveaux produits ou services (+4 points à 38%) et l'extension de la capacité de production (-1 point à 33%).

Les objectifs de mise aux normes et de nouvelle implantation sont évoqués par environ un quart des dirigeants, une proportion quasi-stable sur le trimestre.

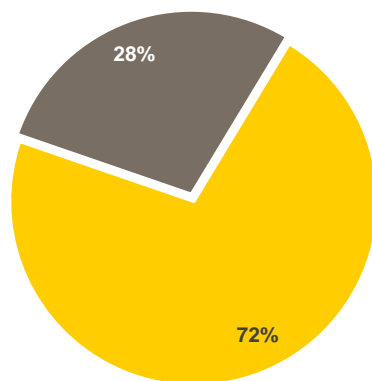
Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

72 % des dirigeants de PME / TPE ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2023 ou l'ayant déjà fait auraient recours au crédit pour financer leurs investissements, une proportion quasi-stable ce semestre (-1 point), et nettement inférieure à sa moyenne pré-Covid (82 %).

% des répondants



- Aucun recours au crédit d'investissement
- Recours au crédit d'investissement

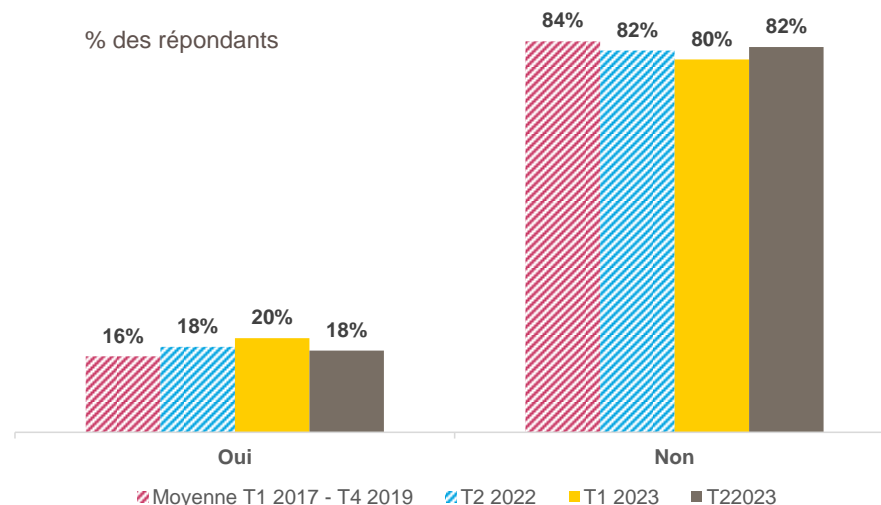
Base : Répondants comptant investir en 2023

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi eux, **18 % signalent des difficultés pour financer leurs investissements par les banques et les établissements de crédit.** Après une hausse sensible le trimestre précédent, cette proportion est en baisse (-2 points). Elle demeure légèrement supérieure à sa moyenne pré-Covid (16 %).

↳ L'enquête trimestrielle auprès des banques sur la distribution du crédit (BLS)* fait part d'un nouveau durcissement des conditions d'octroi de crédit par les banques françaises au 1er trimestre 2023.

% des répondants



Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2023

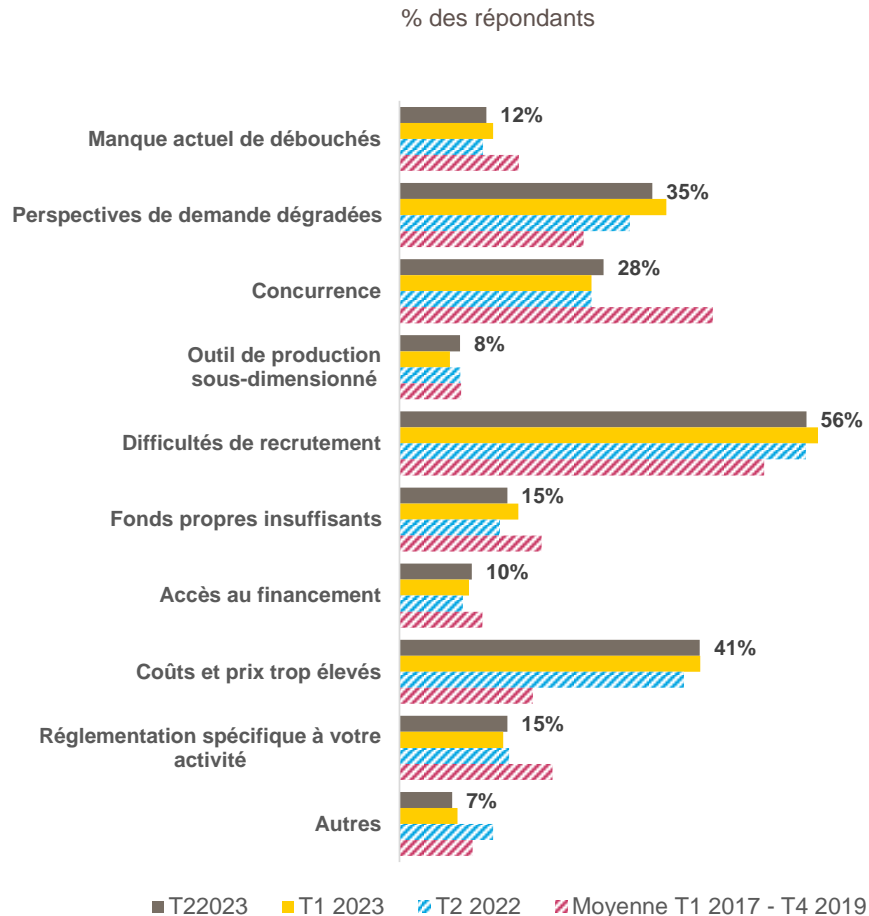
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

*Voir « [The euro area bank lending survey – First quarter of 2023](#) », BCE

Freins à la croissance (1/2)



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Les difficultés de recrutement restent de loin la première préoccupation des dirigeants de PME / TPE. 56 % d'entre eux les citent comme un frein à la bonne marche de leur entreprise. Cette proportion perd 1 point sur le trimestre et retrouve son niveau atteint un an plus tôt et pré crise sanitaire (moyenne sur 2019).

Les coûts et les prix trop élevés restent en deuxième position, cités par 41 % des dirigeants de PME / TPE (stable sur le trimestre et +2 points sur un an). Afin d'amortir le choc sur leur marge nette, les dirigeants sont nombreux à répercuter les hausses de coût sur leurs prix de vente (cf. focus p.14).

Après une hausse continue depuis 1 an ½, les contraintes de demande sont un peu moins citées ce trimestre. Les perspectives de demande dégradées pèsent sur le développement de l'activité selon 35 % des dirigeants (-2 points sur un trimestre mais +3 sur un an). Le manque de débouchés est également un peu moins évoqué ce trimestre (par 12 % d'entre eux, -1 point).

Le niveau de la concurrence est légèrement plus cité ce trimestre, par 28 % des dirigeants des PME /TPE, une proportion en hausse de 2 points mais qui reste nettement inférieure à la moyenne observée pré crise sanitaire (43 %).

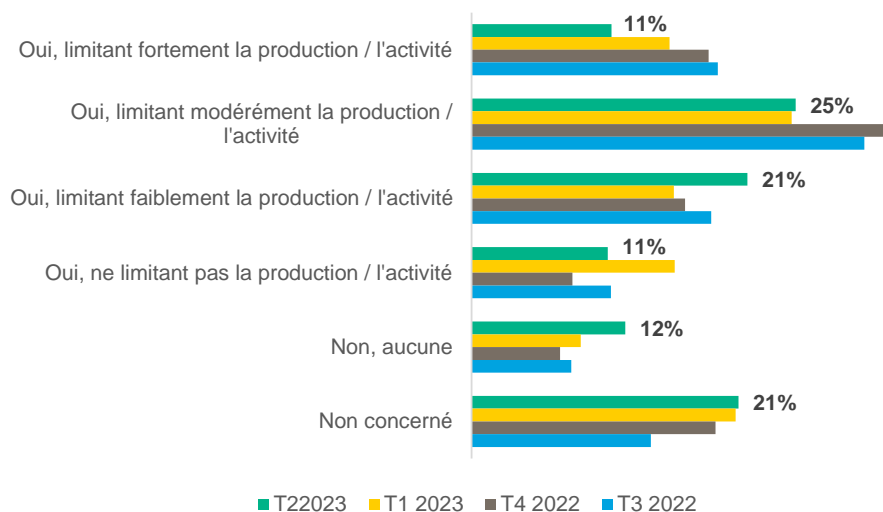
Freins à la croissance (2/2)



- Êtes-vous confrontés à des difficultés d'approvisionnement (hausse de prix des intrants, hausse du coût du transport, allongement des délais de livraison, pénuries, etc.) ?
- Depuis 3 mois, comment ont évolué ces difficultés d'approvisionnement ?
- A quel horizon pensez-vous que ces difficultés d'approvisionnement vont se résorber ?

68 % des répondants font face à des difficultés d'approvisionnement, soit 3 points de moins qu'au trimestre précédent. 12 % n'y sont pas confrontés et 21 % se disent non concernés par ces difficultés spécifiques (ces deux dernières proportions sont en hausse sur le trimestre).

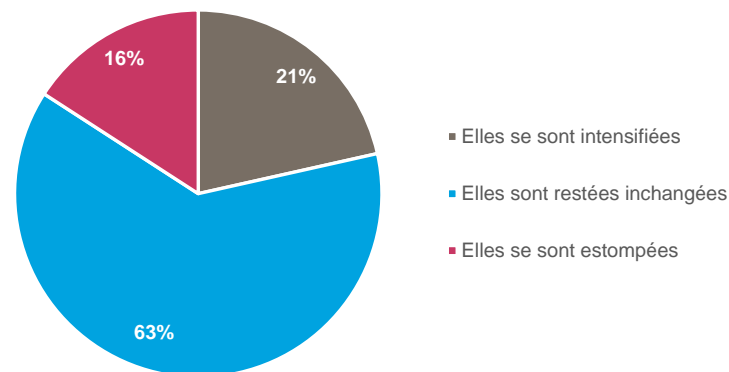
La part des PME / TPE jugeant que ces difficultés affectent fortement ou modérément leur activité est également en baisse, à 36 % (-4 points).



Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi les dirigeants confrontés à des difficultés d'approvisionnement, **63 % considèrent qu'elles sont restées inchangées ces trois derniers mois**, (+2 points par rapport au trimestre précédent). **La part de ceux qui considèrent qu'elles se sont intensifiées continue de diminuer à 21 %** (-6 points). 16 % signalent un relâchement des difficultés d'approvisionnement au cours des 3 derniers mois (+3 points).

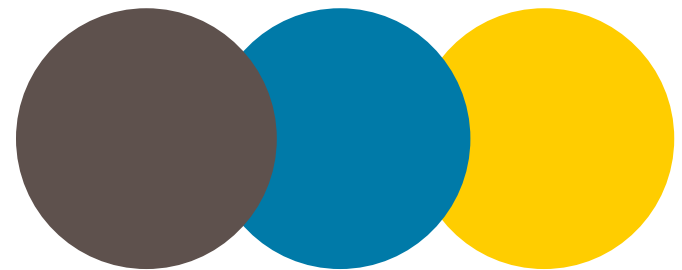
Les dirigeants sont par ailleurs plus nombreux qu'au trimestre précédent à anticiper une résorption de ces difficultés d'ici un an (+6 points à 39 %). À l'inverse, 33 % d'entre eux pensent qu'elles ne se résorberont pas avant au moins 1 an (-9 points). 28 % des dirigeants sont dans l'incertitude.



Base : Répondants ayant rencontré des difficultés d'approvisionnement (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

02.

Focus – Prix, salaires et difficultés de recrutement



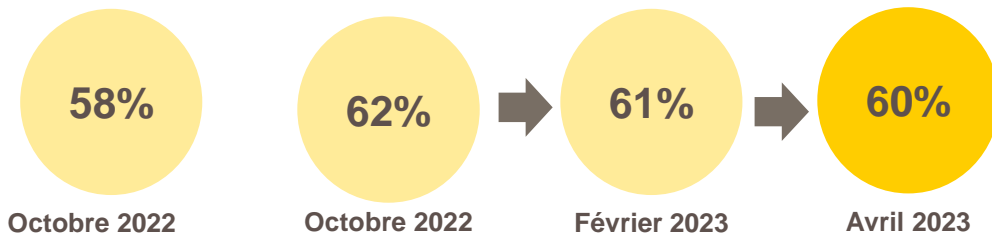
Prix, salaires et difficultés de recrutement (1/7)



- En moyenne sur l'année 2023, diriez-vous que vos prix de vente seront, par rapport à vos prix moyens pratiqués en 2022 ?
En hausse de ... / Stables / En baisse de ...
- L'augmentation de vos prix de vente sera-t-elle... ? Supérieure / Identique / Inférieure à 2022

Part des dirigeants ayant augmenté leurs prix de vente en 2022

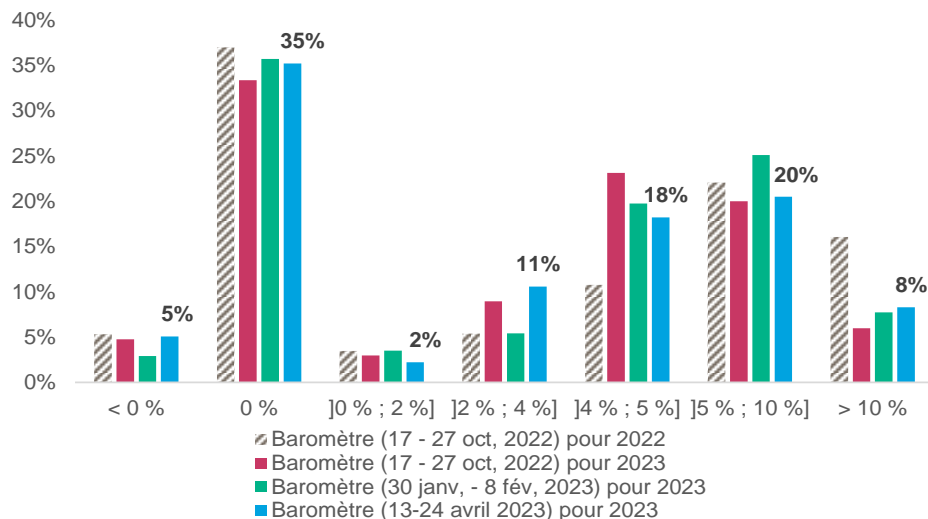
Part des dirigeants prévoyant d'augmenter leurs prix de vente en 2023



60 % des dirigeants prévoient d'augmenter leurs prix de vente en 2023 (contre 58 % déclarant l'avoir fait en 2022*), une proportion quasi stable sur le trimestre (-1 point). 35 % prévoient de maintenir leurs prix inchangés et 5 % (+ 2 points) de les baisser.

73 % des PME / TPE rencontrant des difficultés d'approvisionnement prévoient d'augmenter leurs prix de vente en 2023 contre 32 % pour celles ne déclarant pas de difficultés pour s'approvisionner.

Évolution des prix de vente prévue en 2023



L'augmentation moyenne des prix anticipée pour 2023, qui tient compte des dirigeants ne prévoyant pas de hausse de leurs prix de vente, est de **+4,3 %****, soit autant que prévu dans l'enquête réalisée en février dernier. En particulier, 28 % des dirigeants prévoient pour 2023 une hausse de leurs prix de vente supérieure à 5 %, soit 5 points de moins qu'il y a 3 mois. Ils sont 8 % à tabler sur une hausse supérieure à 10 % (proportion stable sur le trimestre).

63 % des dirigeants prévoyant d'appliquer une hausse de leur prix de vente cette année déclarent qu'elle sera supérieure à celle de 2022 (60 % au trimestre précédent). Seuls 9 % pensent qu'elle sera inférieure.

Prix, salaires et difficultés de recrutement (2/7)



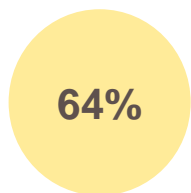
- Avez-vous ou envisagez-vous d'augmenter les salaires (hors primes, intéressement, etc.) de vos collaborateurs en 2023 ?
- Si oui, quelle sera approximativement l'augmentation moyenne de salaire que vous accorderez à vos collaborateurs en 2023 ?
- L'augmentation de salaire accordée sera-t'elle... ? Supérieure / Identique / Inférieure à 2022

Part des dirigeants ayant augmenté les salaires en 2022

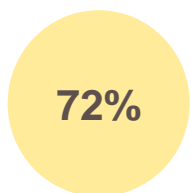


Octobre 2022

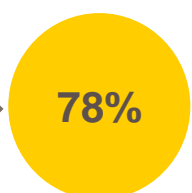
Part des dirigeants prévoyant d'augmenter les salaires en 2023



Octobre 2022



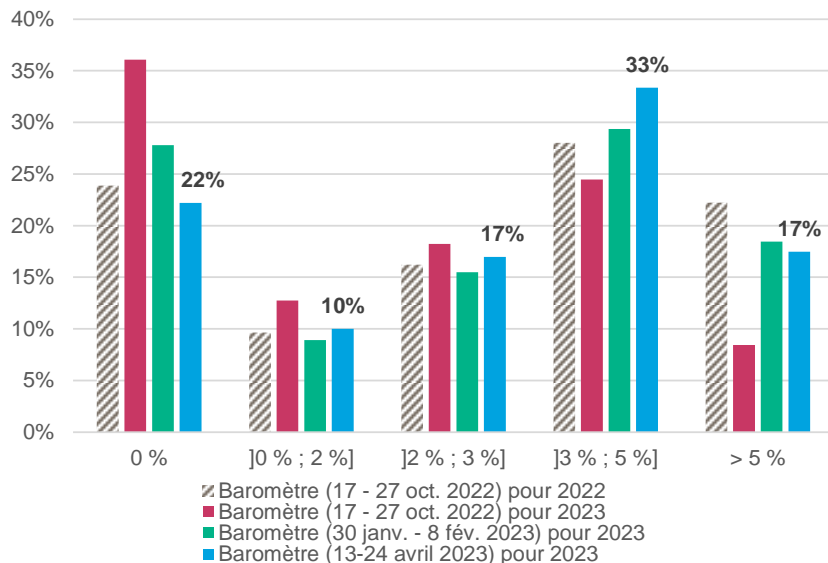
Février 2023



Avril 2023

78 % des dirigeants prévoient d'augmenter le salaire de leurs collaborateurs en 2023. Cette proportion est en hausse de 6 points par rapport à février dernier et de 14 points par rapport à l'automne 2022. **En comparaison, ils étaient 76 %* à déclarer avoir augmenté les salaires en 2022.** Les PME/TPE rencontrant des difficultés de recrutement sont plus nombreuses à envisager d'augmenter les salaires cette année (84 % d'entre elles l'envisagent contre 73 % pour celles n'en rencontrant pas).

Augmentation des salaires prévue en 2023



L'évolution salariale moyenne au sein des PME/TPE, qu'elles aient prévu d'augmenter ou non les salaires de leur collaborateurs, serait de +3,8 % en 2023** (contre +3,9 % de hausse moyenne déclarée pour l'année 2022), soit un peu plus qu'anticipé en février dernier (+3,5 %). En particulier, la moitié des dirigeants (51 %) prévoient ou ont effectué des augmentations salariales pour 2023 supérieures à 3 %, soit 3 points de plus qu'il y a 3 mois. Ils sont 17 % à tabler sur une hausse moyenne de plus de 5 % (-1 point par rapport à février dernier).

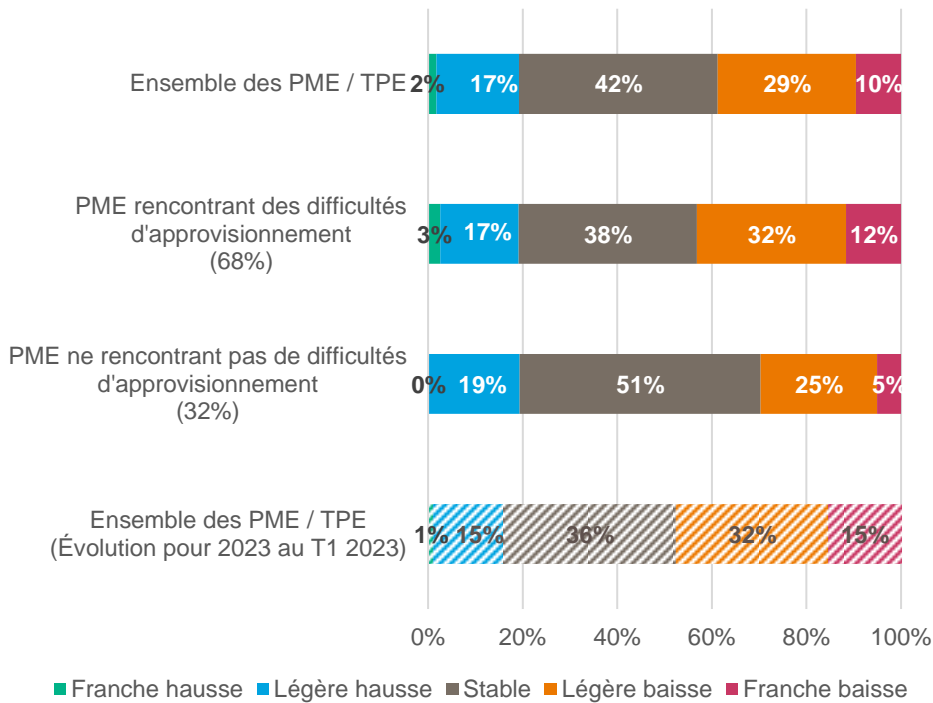
Pour 43 % des dirigeants prévoyant d'augmenter le salaire de leurs collaborateurs cette année, la hausse serait supérieure à celle de 2022 ; elle serait moindre pour 18 % d'entre eux.

Prix, salaires et difficultés de recrutement (3/7)



- Par rapport à 2022, quelle évolution de la marge nette de votre entreprise anticipez-vous en 2023 ?

Évolution anticipée de la marge nette en 2023



Les hausses de prix anticipées en 2023 surcompensent les hausses de salaires prévues (+4,3 % en moyenne contre +3,8 %). 57 % des dirigeants anticipent une croissance de leurs prix de vente supérieure (36 %) ou égale (21 %) à celle des salaires de leurs collaborateurs en 2023.

Néanmoins, dans un contexte où les coûts hors salaires restent élevés, 39 % des PME / TPE anticipent une dégradation de leur marge nette cette année (29 % attendent une légère baisse et 10 % une franche baisse). Cette proportion est toutefois en repli de 9 points sur le trimestre. 19 % des entreprises prévoient à l'inverse une amélioration de leur marge nette en 2023, et 42 % une stabilisation de celle-ci (contre respectivement 16 % et 36 % il y a trois mois).

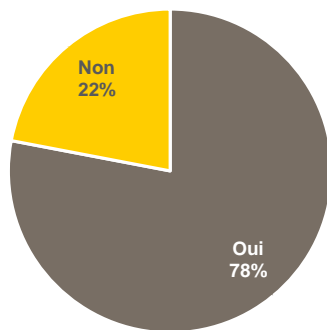
Les PME / TPE qui rencontrent des difficultés d'approvisionnement sont plus nombreuses à anticiper une baisse de leur marge nette que celles qui n'en rencontrent pas (43 % contre 30 %) quand bien même elles sont plus nombreuses à prévoir d'augmenter leurs prix de vente (73 % contre 32 % de celles ne rencontrant pas de difficultés d'approvisionnement).

Prix, salaires et difficultés de recrutement (4/7)

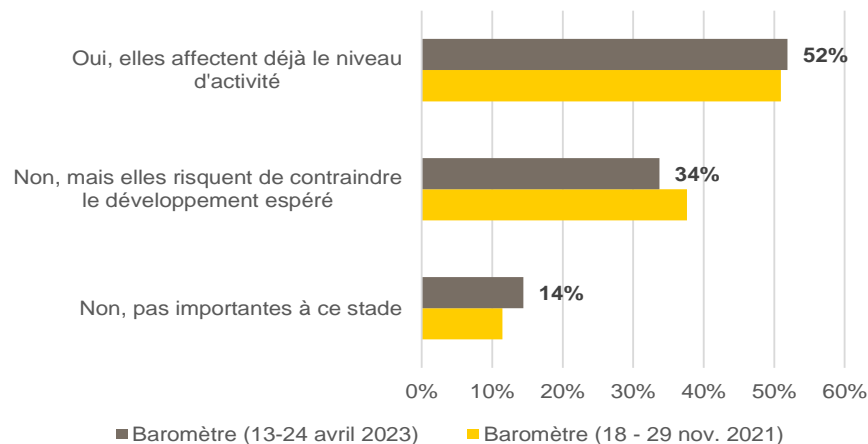


- Sur les 12 derniers mois, avez-vous rencontré des difficultés pour recruter du personnel ?
Oui / Non / Non concerné (pas de besoin de recrutement)
- Si oui, ces difficultés contraignent-elles l'activité de votre entreprise ?

78 % des PME / ayant rencontré un besoin de recrutement au cours des 12 derniers mois ont été confrontées à des difficultés dans leur démarche. Cette proportion était de 79 % en novembre 2021 et de 76 % avant crise*.



Ces difficultés affectent d'ores et déjà le développement de l'activité de 52 % d'entre elles et 34 % ont des craintes quant à leur impact à venir (contre respectivement 51 % et 38 % en novembre 2021).



Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Base : PME ayant rencontré un besoin de recrutement

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

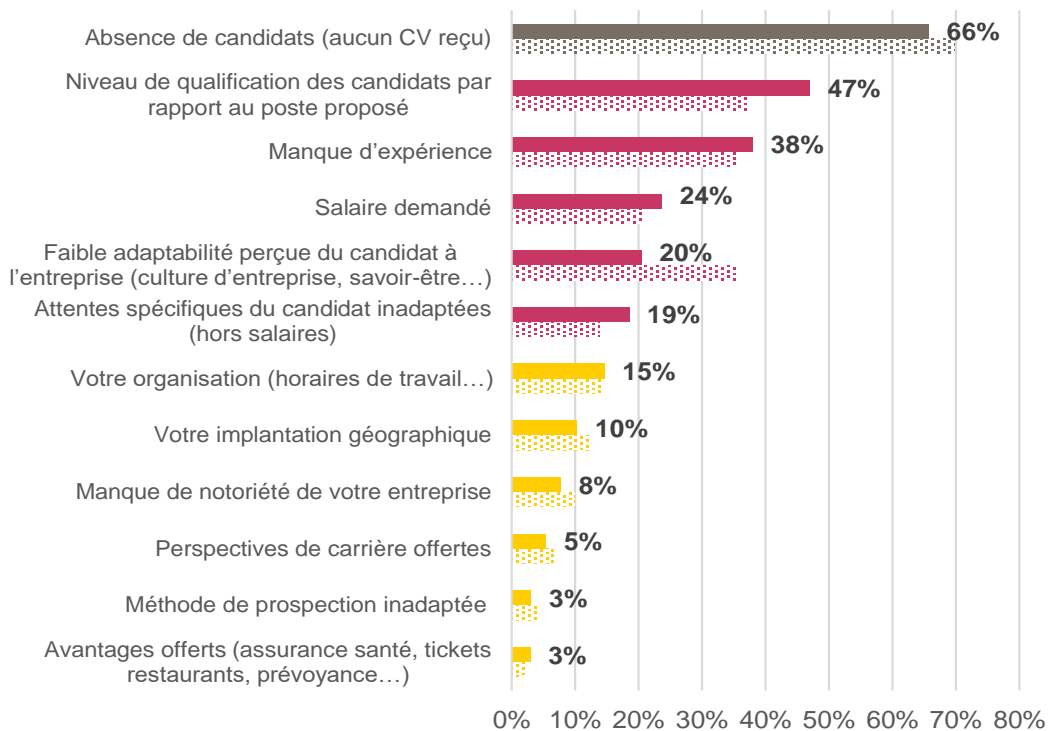
Base : PME ayant rencontré des difficultés de recrutement au cours des 12 derniers mois

* En mai 2019.

Prix, salaires et difficultés de recrutement (5/7)



- Quelles ont été la ou les barrières à l'embauche (4 réponses possibles maximum) ?



- L'entreprise elle-même et son organisation
- Inadéquation entre les attentes de l'entreprise et celles des candidats
- Absence de candidat
- ▨ Baromètre 18-29 novembre 2021

Base : PME ayant rencontré des difficultés de recrutement au cours des 12 derniers mois

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

La principale barrière à l'embauche selon les dirigeants déclarant des difficultés de recrutement est l'absence de candidat, à hauteur de 66 % d'entre eux (contre 70 % en novembre 2021).

Viennent ensuite, pour 47 % des dirigeants, le niveau de qualification des candidats (+10 points par rapport à novembre 2021) puis, pour 38 %, leur manque d'expérience (+2 points). Le salaire demandé constitue une barrière à l'embauche pour 24 % des dirigeants (+3 points).

En 5^e position, la faible adaptabilité perçue du candidat à l'entreprise (que ce soit en termes de culture d'entreprise ou de savoir-être) n'est désormais citée que par 20 % des dirigeants (contre 35 % en novembre 2021).

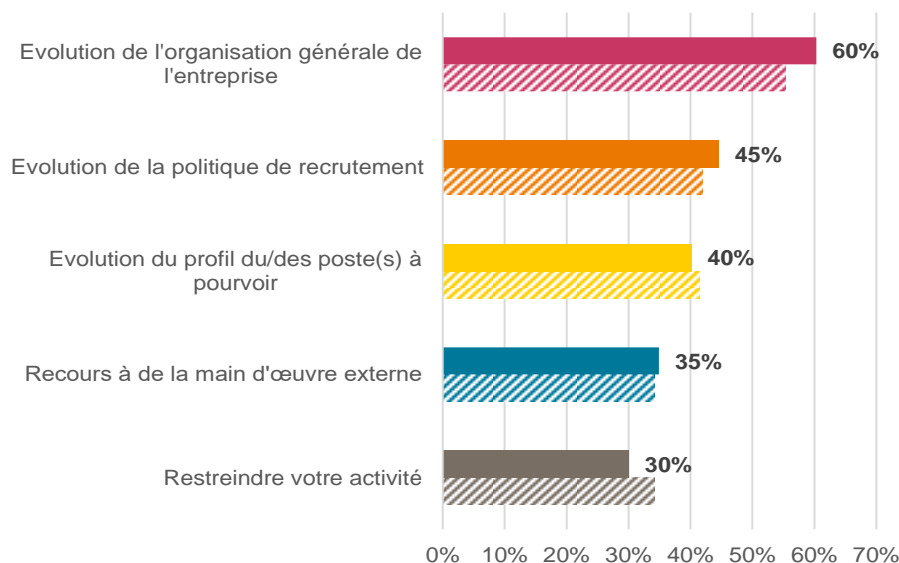
Les dirigeants sont peu nombreux à estimer que les difficultés de recrutement sont liées à des caractéristiques propres à leur entreprise. Parmi cette catégorie, l'organisation du travail ressort en tête (15 %), suivie de l'implantation géographique (10%) et de son manque de notoriété (8 %).

À noter que les dirigeants sont très peu nombreux à remettre en cause leur méthode de prospection (3%).

Salaires, prix et difficultés de recrutement (6/7)



- Ces difficultés vous ont-elles amené à ... ? :



■ Baromètre 13-24 avril 2023

▨ Baromètre 18-29 novembre 2021

Note de lecture : 60% des PME ont mis en place une et/ou plusieurs actions pour faire évoluer l'organisation générale de leur entreprise face à leurs difficultés de recrutement.

Base : PME ayant rencontré des difficultés de recrutement au cours des 12 derniers mois

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Pour tenter de remédier à ces difficultés, les chefs d'entreprise se voient en majorité amenés à faire évoluer l'organisation générale de leur entreprise (60 %, +5 points par rapport à novembre 2021).

45 % d'entre eux déclarent avoir fait évoluer leur politique de recrutement, une part en hausse de 3 points par rapport à novembre 2021.

Ils sont 40 % à modifier les profils du poste à pourvoir (-2 points).

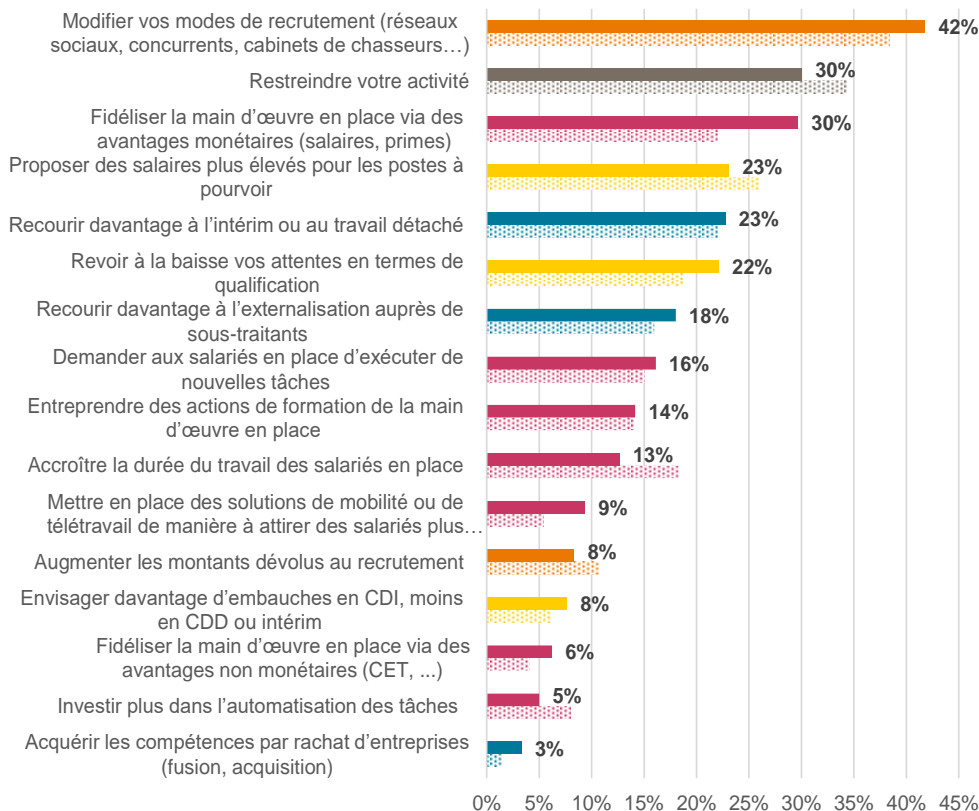
35 % des chefs d'entreprise ont eu recours à de la main d'œuvre externe pour contrer ces difficultés, une part quasi-identique à novembre 2021.

Enfin, près du tiers des dirigeants (30 %) déclarent avoir restreint leur activité en raison de ces difficultés, une part néanmoins en baisse par rapport à la dernière interrogation (-4 points).

Prix, salaires et difficultés de recrutement (7/7)



- Ces difficultés vous ont-elles amené à (5 réponses possibles maximum)... ? :



- Évolution de l'organisation générale de l'entreprise
- Évolution de la politique de recrutement
- Évolution du profil/du poste à pourvoir
- Restreindre votre activité
- Recours à la main d'œuvre externe
- Baromètre 18-29 novembre 2021

Plus précisément, pour faire face à l'absence de candidats, les PME ont principalement :

- **modifié leur mode de recrutement** (42 % d'entre elles contre 38 % en novembre 2021) ;
- **restreint leur activité** (30% contre 34 %) ;
- **fidélisé la main d'œuvre via des avantages monétaires** (30 % contre 22 %) ;
- **ajusté leurs critères de recrutement** en proposant des salaires plus élevés (23 %) et en abaissant leurs exigences en termes de qualification (22 %) ;
- **fait appel à des prestataires extérieurs**, en recourant à l'intérim ou au travail détaché (23 %), ou en externalisant auprès de sous-traitants (18 %) ;
- **modifié leur organisation interne** en développant leur polyvalence (16 %), augmentant la durée de travail des salariés en place (13 %, - 5 points), les formant (14 %), ou en mettant en place des solutions de mobilité de la main d'œuvre ou de télétravail (9 %, +4 points).

Base : PME ayant rencontré des difficultés de recrutement au cours des 12 derniers mois

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

03.

Focus – Point sur le Prêt Garanti par l'État



Point sur le Prêt Garanti par l'État (1/2)

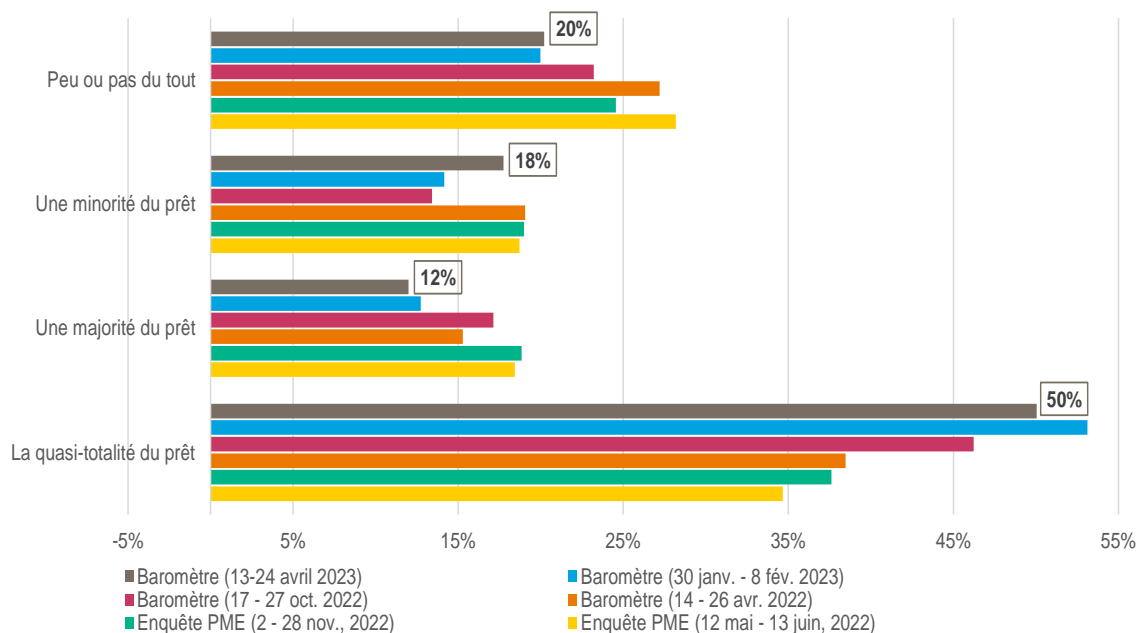


- Depuis le début de la crise de la pandémie, avez-vous sollicité ou comptez-vous solliciter le dispositif du Prêt Garanti par l'État (PGE) pour surmonter la crise ?
- Si vous avez obtenu un PGE, quel montant avez-vous déjà utilisé ?

Parmi les 57 % des PME / TPE répondantes ayant obtenu un Prêt Garanti par l'État, 62 % déclarent avoir utilisé plus de la moitié du montant accordé, dont 50 % la quasi-totalité de leur prêt.

18 % d'entre elles déclarent n'en avoir utilisé qu'une minorité et 20 % indiquent n'avoir que « peu ou pas du tout » utilisé le montant de leur PGE.

Montant du PGE utilisé



Base : PME ayant bénéficié d'un PGE
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Point sur le Prêt Garanti par l'État (2/2)



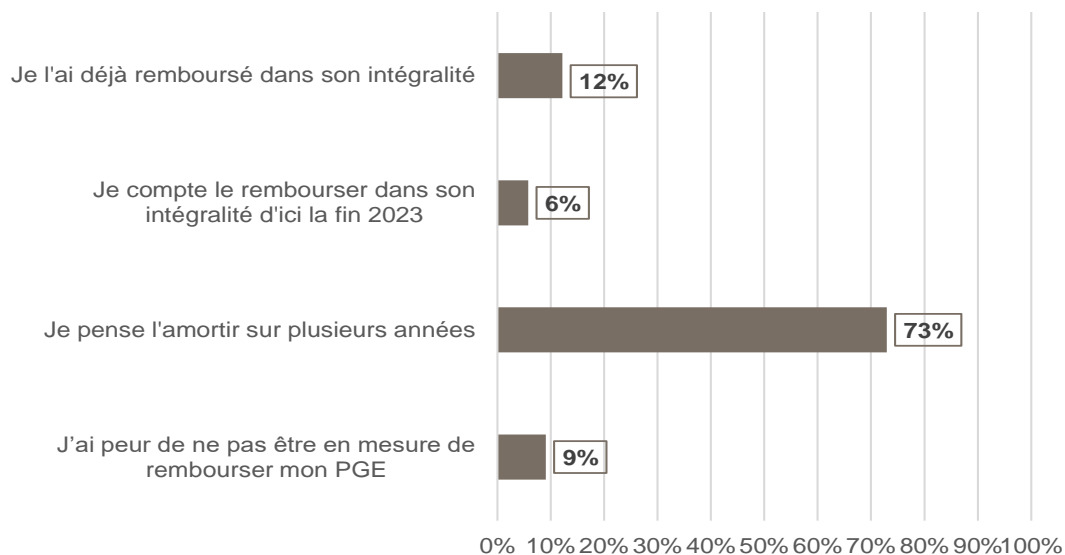
- Si vous avez obtenu un PGE, à quel moment envisagez-vous de le rembourser ?

18 % des dirigeants interrogés et ayant obtenu un PGE l'ont déjà remboursé dans son intégralité ou comptent le rembourser intégralement d'ici la fin de cette année (+2 points sur le trimestre). Une large majorité de dirigeants comptent l'amortir sur plusieurs années (73 % d'entre eux).

La proportion de dirigeants craignant de ne pas être en mesure de rembourser leur PGE s'établit à 9 %. Elle est en hausse de deux points par rapport au trimestre précédent mais stable sur un an.

👉 A titre de comparaison, les résultats de la dernière enquête de conjoncture Bpifrance Le Lab* auprès des PME / TPE, basés sur un échantillon plus important, font part d'une proportion plus faible de dirigeants craignant de ne pas pouvoir rembourser leur PGE (5 %).

Remboursement envisagé du PGE



Base : PME ayant bénéficié d'un PGE
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

04.

Méthodologie



Interrogation par voie numérique de 2 189 dirigeants de PME/TPE du 13 au 24 avril 2023. L'analyse en première partie porte sur les 553 premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur 550 PME/TPE, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : PME/TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur les difficultés d'approvisionnement, les hausses de prix et salaires, les difficultés de recrutement et le PGE) comporte **10 questions autour de trois axes.**

Trésorerie, délais de paiement,
financement court terme

Investissement, financement
de l'investissement

Freins
à la croissance

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

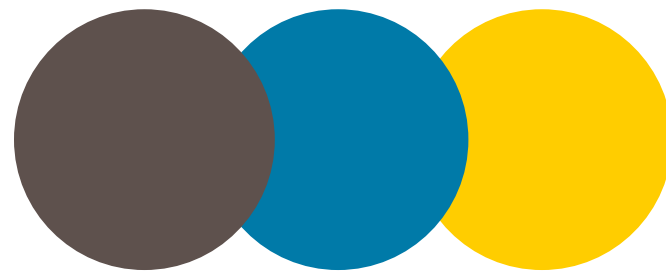
Indicateur en évolution = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

05.

**Au sujet de...
Bpifrance Le Lab et
Rexecode**





Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

Bpifrance Le Lab

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 60 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif ainsi que sur les voies et moyens d'une transition énergétique compatible avec le développement de l'économie.

Rexecode